

Un gouvernement conservateur à Ottawa: quels impacts pour l'industrie ?

25 janvier 2006. Le Lien MULTIMÉDIA et le Lien TECHNO invitent les acteurs de l'industrie québécoise du multimédia, des nouveaux médias, de l'audiovisuel et des TI à lui communiquer leurs commentaires concernant l'élection de Stephen Harper au poste de premier ministre du Canada. «Quels sont les dossiers prioritaires de l'industrie sur lesquels vous aimeriez que le nouveau gouvernement se penche?» est la question que nous vous posons.

Technologies de l'information

Par la voix de sa présidente générale, Nicole Martel, les membres du Réseau inter logiQ déplorent le peu de mention fait, durant la campagne électorale, au développement des affaires et à l'importance des technologies pour l'ensemble de l'économie canadienne. «Ce, malgré une demande express de l'Association Canadienne des Technologies de l'information (ACTI) dont nous faisons partie, ajoute-t-elle. Ceci étant dit, l'industrie des TIC étant un maillon fort de l'économie, nous sommes confiants que nos messages seront entendus. (...) Par le passé, le gouvernement conservateur a démontré sa volonté de développer le commerce et d'appuyer le monde des affaires, en effet, c'est sous un gouvernement conservateur qu'a été initié l'accord de libre-échange. Malgré certains ajustements à apporter, nous sommes d'avis que ce traité aura tout de même été favorable aux entreprises canadiennes exportant en Amérique du Nord».

«Nous espérons que le gouvernement sera plus agressif à dénoncer le manque de productivité des entreprises canadiennes et qu'il enverra un message clair à l'effet que l'implantation et l'utilisation des technologies de l'information seront clés dans l'accroissement de cette productivité et par ricochet pour le succès de nos entreprises à l'exportation et bien sûr, pour mieux composer avec le phénomène de la Chine». La présidente directrice générale rappelle les deux dossiers prioritaires de son regroupement d'entreprises en TIC, majoritairement actives en B to B:

? «D'abord, une politique globale appuyant l'implantation des TI sera essentielle pour être compétitif sur la scène internationale. Tant pour les entreprises en général que pour les fournisseurs des TI, qui verraient enfin le marché canadien comme étant un marché potentiel. À ce jour, le Canada se situe parmi les pays de l'OCDE qui a fait le moins d'effort en matière de politiques et mesures favorisant un accroissement de la productivité par les TI. (source : ITAC Paper, July 2005). Ce fait est corroboré par plusieurs de nos membres qui affirment que: «Il est nettement plus ardu de vendre nos solutions technologiques sur le marché local» «les entreprises locales sont réticentes à l'acquisition de technologies et ne constituent pas un marché cible pour nous». Le Gouvernement doit absolument jouer un rôle d'Ambassadeur à cet égard et mettre en place des leviers favorisant l'utilisation des TI à l'échelle nationale.

? Deuxièmement, en matière d'appui à la R & D, nous sommes d'avis que le programme [de crédit d'impôts RS&DE] répond aux besoins de l'industrie, toutefois, nous déplorons le fait que ces appuis cessent au moment où l'entreprise atteint l'étape de pré-commercialisation, nous souhaitons que le gouvernement reconnaisse ce fait. Nous suggérons qu'une extension des crédits permettent l'embauche de responsables ventes & marketing afin d'accélérer la mise en marché. Ces crédits prendraient la même forme que les crédits R & D et auraient pour impact de créer et conserver la richesse des innovations canadiennes ici, plutôt que de vendre le fruit de nos innovations à des intérêts étrangers».

Article en cours de rédaction... D'autres détails s'ajouteront. Vous pouvez envoyer vos commentaires à [Nicolas Perrin](#)

■ Article mis en ligne le 24 janvier 2006

■ Publié dans Le Lien MULTIMÉDIA par FAX/PDF semaine du [23 janv. 2006 \(vol. 12 no 05\)](#)